



## **Ville & Banlieue oubliée à la Conférence des Territoires ?**

*Communiqué de presse du 7 juillet 2017*

**L'Association des maires Ville et Banlieue de France regroupe les communes où résident les quelque 5 millions d'habitants des quartiers populaires** que sont les centres anciens dégradés et les petits et grands ensembles de logement social, périphériques ou intra-muros des métropoles, agglomérations, moyennes et petites villes des territoires urbains et ruraux.

Elle concourt depuis plus de trente ans, à sensibiliser et interpeler les pouvoirs publics pour que ces territoires où vivent les plus humbles de nos concitoyens ne soient ni stigmatisés, ni oubliés par la République, et que des dispositifs, dits "de politique de la ville", contribuent à réparer les inégalités urbaines, économiques, sociales et culturelles dont sont victimes leurs habitants.

À ce titre, **les quartiers populaires de France et les villes qui les abritent, avec leurs spécificités et leurs problèmes particuliers, méritent la même considération de la part de la République** que les territoires ruraux ou les petites et moyennes communes qui rencontrent de leur côté des difficultés propres. **Les avis, réflexions et propositions de leurs élus ne sont ni moins importants ni moins dignes d'intérêt que ceux des autres territoires du pays.**

C'est pourquoi ***L'Association des Maires Ville & Banlieue de France s'étonne et s'inquiète d'avoir été oubliée dans l'invitation faite aux associations du "bloc communal" par le Président de la République et le Premier Ministre pour la "conférence des territoires" appelée à être réunie dans les prochains jours.***

Ce sont près de 5 millions d'habitants du "tiers territoire" des plus modestes qui ne pourront ainsi pas être entendus par le chef du gouvernement et les ministres concernés par la vie des collectivités locales.

Après le parti pris de l'État, pour la première fois depuis près de 40 ans, de ne pas dédier aux enjeux de la politique de la ville un ministère ou un secrétariat d'État, idéalement à rattacher au Premier Ministre, et au regard du flou entretenu lors des Journées d'étude de la rénovation urbaine par le secrétaire d'État chargé de la cohérence territoriale quant au financement des opérations de rénovation urbaine, cette nouvelle omission est pour le moins alarmante.

*L'Association des maires Ville & Banlieue de France* tient à faire part de sa grande préoccupation et réclame de l'État, à son plus haut niveau, qu'il indique ses intentions face à la ségrégation urbaine, économique et sociale que vivent près de 8% des habitants du pays.

Une délégation d'élus de Ville & Banlieue sera reçue par Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des Territoires, le 18 juillet prochain.

Nous espérons que cette rencontre sera l'introduction à « des échanges constructifs » et à une évolution positive de nos préoccupations.

Contact – Sylvie Thomas 01 47 00 27 00